

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Nouveau bureau du patronat

### Le Pdt CCI- Bénin, Arnauld Akakpo, l'invité de marque

La cérémonie officielle d'installation des nouveaux membres du bureau du patronat a eu lieu ce... • (Page 10)

## Festival Reggae

### Benin Reggae Embassy en concert live du 23 au 25 à Fidjrossè

Musique à flexibilité presque illimitée, le Reggae sera à l'honneur du 23 au 25 à Fidjrossè avec un public... • (Page 10)



## Appui de la BOAD au Bénin

• (Page 03)

# Romuald Wadagni et Serge Ekué signent un accord de 18,8 milliards Fcfa



## Zones côtières

• (Page 10)

# Table ronde de l'UE à Lomé entre acteurs culturels du Bénin, Ghana et Togo

## 27<sup>ème</sup> session ordinaire du MCA-Bénin II

### Examen de la gestion du trimestre de juillet à septembre 2022

Le MCA-Bénin II a tenu, hier mardi 21 juin 2022 à Cotonou, la 27<sup>ème</sup> session ordinaire de son Conseil d'administration... • (Pages 02)

## Secteur privé

### Les nouveaux membres du Patronat béninois installés

Plébiscités à l'Assemblée générale du 25 mai dernier, les membres du Bureau Exécutif du... • (Page 04)

## Lutte contre le changement climatique

### L'hypocrisie de l'Europe exposée à Bonn

Les défenseurs de la justice climatique viennent de taxer les pays européens, notamment le bloc des 27, d'hypocrites à cause de leur position ambiguë sur le combat contre le changement climatique, ... • (Page 04)

## Mobilité urbaine

### Dégradation des routes à Parakou, un calvaire pour les usagers

Les routes de la ville de Parakou sont dans un état piteux et désastreux. Plusieurs axes au centre-ville créent le... • (Page 11)

**OFFRE SPECIALE**



**28 800 FCFA**  
1 SAC SIKALITE 25KG  
+ 2 DISQUES À TRONÇONNER 180mm

**Nos meilleures offres en ce moment!**

**LA ROCHE**  
Depuis 1979

AKPAKPA COTONOU - 01 BP 2525  
+229 21 33 05 95 / 21 33 07 75  
+229 97 88 88 88  
+229 62 94 94 94  
www.larochebenin.com  
laroche@larochebenin.com  
larochebenin

27<sup>ème</sup> session ordinaire du MCA-Bénin II

## Examen de la gestion du trimestre de juillet à septembre 2022

Le MCA-Bénin II a tenu, hier mardi 21 juin 2022 à Cotonou, la 27<sup>ème</sup> session ordinaire de son Conseil d'administration sous la Présidence du Ministre d'Etat Abdoulaye BIO TCHANE.

• Abdul Wahab ADO

« Notre présente session se déroule à la veille du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Compact. Qu'il vous souvienne que le 22 juin 2017, nous avons joyeusement mis le décompte en marche pour le démarrage officiel de la mise en œuvre des activités prévues », indiqué le ministre d'Etat Abdoulaye Bio Tchané et président du Conseil d'administration de MCA-Bénin II. Pour le ministre d'Etat, les mutations qui s'opèrent aujourd'hui dans le secteur de l'énergie sont en grande partie liées aux réformes impulsées par MCA-Bénin II grâce au soutien permanent de chacun des acteurs. « Je note donc avec fierté que notre assiduité ainsi que les recommandations pertinentes formulées aux sessions du conseil d'administration ont permis de satisfaire aux engagements du Bénin envers la partie américaine et aussi d'améliorer les taux d'engagement et de décaissement du Programme », s'est réjoui Abdoulaye Bio Tchané.

Au lancement des activités, le Ministre d'Etat en sa qualité de président du Conseil d'administration a précisé que les documents de décaissement du Programme pour le trimestre de juillet à septembre 2022 et le plan de passation des marchés pour cette même période seront examinés. Le projet de plan de clôture du Programme et d'autres documents nécessaires à l'aboutissement des projets seront également soumis à approbation au cours de cette 27<sup>e</sup> session. Gabriel DEGBEGNI, Coordonnateur national du MCA-Bénin II, a pour sa part fait



savoir que, « La 27<sup>ème</sup> session du Conseil d'administration de MCA-Bénin II se tient ce 21 juin 2022, juste vingt-quatre heures avant la commémoration de l'an 5 du lancement de la mise en vigueur du Compact en 2017 ». Il a fait savoir que Malgré l'impact de la pandémie du Covid-19 que personne n'avait prédit le lancement du Programme, la faible performance de certaines entreprises et de leurs sous-traitants, les questions de planification et d'organisation des entreprises contractantes et les impondérables en gestion des projets/programmes, bien des activités ont été réalisées, et permis d'obtenir, en grande partie, les résultats escomptés.

Depuis l'entrée en vigueur le 22 juin 2017 jusqu'aujourd'hui, la performance globale est de 91% pour les engagements, et de 70% pour les décaissements. Pour le trimestre en cours (Avril à Juin 2022), MCA-Bénin II projette une réalisation de 94,73% des engagements. Le taux prévisionnel de décaissement est de 90,36% au titre du trimestre. En ce qui concerne les travaux de renforcement du réseau au niveau régional et à Cotonou, les taux d'avancement global des

projets lignes électriques se présentent comme suit : Lot A : Exécution physique : 99,81 % ; Lot B : Exécution physique : 99,84 % ; Lot C : Exécution physique : 99,90 %. S'agissant de la construction des postes, les taux d'exécution physique sont de : Lot A : Exécution physique : 77,19% ; Lot B : Exécution physique : 98,26% ; Lot C : Exécution physique : 96,87%. A propos des travaux de construction du Centre national de contrôle de la distribution d'électricité, la relance des deux chantiers de Akassato et de Bohicon est quasiment prête. En effet, le processus de sélection des entreprises devant procéder à l'achèvement des travaux de génie-civil et à la reprise du terrain de football est presque à terme, et les contrats seront signés d'ici la fin de ce mois ou en début Juillet. Le Coordonnateur national a indiqué que le processus de bouclage commercial avec l'IPP sélectionné pour la construction et l'exploitation des quatre centrales solaires photovoltaïques est en cours d'achèvement. Au titre du projet « Accès à l'électricité hors-réseau », on peut retenir la poursuite de l'exécution des activités des 5 projets de la fenêtre 2 relative aux mini-réseaux électriques dont les accords de cofinancement ont été signés, notamment à travers le suivi des commandes d'équipements, la gestion de l'impact de Covid-19, et les diligences pour la prise en compte des sollicitations des promoteurs. MCA-Bénin II s'efforce actuellement d'identifier les principales mesures à prendre pour réduire le risque de non achèvement des activités d'installation des mini-réseaux électriques.



## AUX DECIDEURS... Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négociier directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs.

Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrite nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

### Inflation dans l'Uemoa : la BCEAO prévoit une décélération en 2023

L'accélération de l'inflation en 2022 sera suivie d'une décélération en 2023, sous l'hypothèse d'une hausse attendue de la production vivrière locale sur cette période ainsi qu'un retour progressif à la normale des échanges commerciaux. C'est ce que la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest annonce dans son rapport sur l'évolution des prix à la consommation dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) en 2021 et perspectives. « Pour l'année 2023, la baisse projetée de l'inflation serait impulsée par la perspective d'une hausse de la production vivrière pour la prochaine campagne agricole 2022/2023. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle

## Appui de la BOAD au Bénin

## Romuald Wadagni et Serge Ekué signent un accord de 18,8 milliards Fcfa

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé une somme de 18,8 milliards Fcfa pour accompagner plusieurs projets mis en œuvre au Bénin. L'accord de financement a été signé ce mardi 21 juin 2022 entre le Président de la BOAD, Serge Ekué et le ministre d'Etat, chargé de l'Économie et des Finances, Romuald Wadagni.

• **Félicienne HOUËSSOU**

L'accord de financement porte sur la deuxième phase du projet de sédentarisation des troupeaux de ruminants (ProSeR) et des études techniques de trois autres projets de construction d'infrastructures routières. La deuxième phase du ProSeR a été financée à hauteur de 17,5 milliards Fcfa. Les autres fonds débloqués, à titre d'avance, concernent les études de faisabilité du projet de construction de la route Savalou-Abomey (88km), de sa bretelle de 5km, d'un pont sur le fleuve Azokan, à hauteur de 300 millions Fcfa et du programme national d'aménagement des pistes rurales (1ère tranche de 1000km et 2ème tranche de 1000km), d'un montant global d'un milliard de Fcfa. A la sortie de cette cérémonie de signature d'accord de financement, le président Serge Ekué a souligné que ces documents paraphés attestent

de la collaboration entre la BOAD et le Bénin sur différents projets de développement et du soutien du Bénin à l'ensemble des activités de la Banque. Annonçant que l'ensemble des engagements de la banque au Bénin est estimé à près de 900 milliards Fcfa. Il a indiqué que les échanges ont porté sur plusieurs secteurs de coopération entre les deux partenaires. « Il s'agit d'une part, du projet de la Zone économique de Glo-Djigbé, de l'agriculture et de l'énergie et d'autre part, d'un autre projet sur la santé et l'éducation », a-t-il déclaré.

### Projet de Sédentarisation des troupeaux de Ruminants

A travers le ProSeR, le Gouvernement béninois veut trouver une solution définitive à la transhumance des ruminants avec ses effets pervers. Il a pour objectif d'améliorer la pro-



duction animale et la gestion rationnelle des exploitations. En d'autres termes, la recherche de solutions durables aux effets pervers de la transhumance tout en contribuant à l'amélioration des productions animales et à la gestion rationnelle des exploitations. La mise en œuvre de ce projet financé par la Banque Ouest Afri-

caine de Développement et l'Etat béninois a été actée le 23 décembre 2021 à Gounou.

A terme, à proximité des 126 campements identifiés sur l'ensemble du territoire national, seront réalisés des parcelles fourragères et des points d'eau à usages multiples. Autrement, des d'infrastructures de soutien

à l'élevage au profit de tous les éleveurs et de leurs troupeaux seront disponibles. Ceci pour définitivement sédentariser les troupeaux de ruminants dans les communes. Les troupeaux d'une commune ne pouvant plus aller dans une autre à la recherche de fourrage et d'eau. Un campement pilote de 1000 hectares

sera installé, 7 fermes pilote privées de 20ha chacune, la libération et la sécurisation de 20000 ha de terre au profit des agro éleveurs pour la production fourragère, la sécurisation de 36000 ha de terre au profit des agro éleveurs individuels et la production fourragère sur 16220 ha au profit de 1370 éleveurs. Il sera réalisé des travaux d'aménagement, des infrastructures socio communautaires et installés des équipements de gestion durable des déchets de ferme, de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Le ProSeR prévoit également le renforcement des capacités des éleveurs à la fabrication et à la conservation des aliments pour bétail ; la valorisation des sous-produits agro-industriels dans l'alimentation animale ; la rationalisation de la gestion de l'espace pastoral ; l'amélioration de la productivité et la production bovine et ovine et l'appui à la mise en marché des produits d'élevage.



## Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Densité de la population	100,17 hbts/Km2	Statistiques mondiales (2018)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2019
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2015	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)			
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)			

## Lutte contre le changement climatique

## L'hypocrisie de l'Europe exposée à Bonn

Les défenseurs de la justice climatique viennent de taxer les pays européens, notamment le bloc des 27, d'hypocrites à cause de leur position ambiguë sur le combat contre le changement climatique, à l'issue de la conférence de Bonn sur le climat qui a servi de plateforme pour la COP27 du mois de novembre en Égypte.

● Issa SIKITI DA SILVA

Pendant que les européens recherchent de nouvelles sources de combustibles fossiles et prêchent l'évangile des énergies renouvelables, ils semblent tergiverser à s'engager à fournir des financements supplémentaires aux communautés qui n'ont absolument rien fait pour provoquer le changement climatique, mais qui en subissent des impacts catastrophiques.

"L'Union Européenne passe complètement à côté de ce qui signifie être un leader du climat. L'humanité et la planète ne peuvent pas se permettre l'irresponsabilité et le manque d'ambition de l'UE dont nous avons été témoins ces dernières semaines à Bonn. Ces pays devraient cesser de bloquer les progrès en matière de pertes et dommages et commencer à augmenter le financement de l'adaptation", a martelé Chiara Martinelli, directeur du Climate Action Network Europe, une organisation basée à Bruxelles.

L'espoir des défenseurs de l'environnement s'est envolé à Bonn après avoir constaté que l'UE, la Suisse et les États-Unis ont constamment bloqué les progrès des discussions, entre autres, sur le financement des pertes et dommages, en vue d'obtenir un résultat sur un mécanisme



de ce financement lors de la COP27. Ceci intervient en dépit de leur promesse faite à la COP26 de prendre au sérieux le financement et la gestion des pertes et dommages.

## Déficit de financement

Les besoins de financement annuels liés aux événements climatiques extrêmes s'élèvent en moyenne à 15,5 milliards de dollars entre 2019 et 2021, selon un nouveau rapport d'Oxfam. Cependant, depuis 2017 les pays riches responsables de la plupart des conséquences actuelles des changements climatiques n'auraient apporté que 54% des sommes demandées par ces appels, soit un déficit d'environ 33 milliards de dollars, ajoute Oxfam.

Chiara Martinelli appelle l'Europe à augmenter urgemment et massivement ses objectifs climatiques et énergétiques, plutôt que de remplacer le pétrole et le

gaz de la Russie par ceux des pays en développement, ce qui risque d'enfermer davantage ces pays dans les combustibles fossiles.

Alors que la guerre en Ukraine bat son plein, l'UE s'est tournée vers l'Afrique à la recherche des nouvelles sources d'énergie, devant l'aider à se débarrasser définitivement du pétrole et du gaz russe.

Cette semaine, 350Africa, un mouvement de défense du climat basé à Johannesburg, a déclaré dans un communiqué que la conférence de Bonn sur le climat a démontré la déconnexion entre les salles de négociation et la réalité sur le terrain des personnes souffrant des pertes et dommages induits par le climat.

A en croire 350Africa, les discussions sur diverses questions n'ont offert aucune nouvelle percée - sur le financement global, l'adaptation et les actions de réduction des émissions.

la conjoncture internationale marquée en particulier par 4 facteurs : « l'enlèvement de la guerre en Ukraine », « la persistance de l'inflation à des niveaux exceptionnellement élevés », « le resserrement des politiques monétaires » et « la détérioration des perspectives économiques ». « Pâtissant de cet environnement et des conditions climatiques défavorables, l'économie nationale connaîtrait cette année une forte décélération conjuguée à une exacerbation des pressions inflationnistes », relève la banque centrale. Qui dit avoir déjà intégré dans ses prévisions l'impact des décisions prises dans le cadre de l'accord social du 30 avril 2022. Selon

Bank Al-Maghrib, les prix à la consommation ont connu une hausse sensible au cours des quatre premiers mois de l'année au niveau national avec une progression moyenne de 4,5% en glissement annuel, tirés principalement par la flambée des prix des produits énergétiques et alimentaires ainsi que par l'accélération de l'inflation chez les principaux partenaires commerciaux. Une tendance qui devrait se poursuivre à court terme, l'inflation devant atteindre, selon les projections de la Banque, 5,3% pour l'ensemble de cette année avant de décélérer à 2% en 2023.

## Développement du secteur privé

## Les nouveaux membres du Patronat béninois installés

(Un Fonds d'investissement et d'aide aux entreprises des jeunes annoncé) Plébiscités à l'Assemblée générale du 25 mai dernier, les membres du Bureau Exécutif du Conseil national du Patronat du Bénin (CNP-Bénin) ont été investis dans leurs fonctions le mardi 21 juin 2022. Occasion pour le nouveau président, Eustache Kotingan de réitérer son engagement au service d'un secteur privé compétitif qui promeut les champions nationaux.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Après un intérim consacré à rétablir la confiance avec l'exécutif et les partenaires sociaux, de surcroît réussi, en témoigne la confiance à lui renouvelée par ses pairs, Eustache Kotingan, 5ème Président élu du CNP-Bénin, vient de prendre les rênes de l'organisation syndicale des employeurs du Bénin. Avec à ses côtés sept (07) autres membres au sein du Bureau Exécutif de l'organisation patronale, le nouveau porte-voix des entrepreneurs dont le mandat intervient dans un contexte de crise alimentaire mondiale, de terrorisme graduel, et de relations diplomatiques tendues entre les pays occidentaux, se veut plus engageant et rassembleur pour une transformation qualitative du secteur privé béninois. En effet, le programme du Président Eustache Kotingan pour les cinq prochaines années est axé sur quatre (04) principaux axes. Primo, il s'agit d'un « secteur privé organisé autour d'un développement durable ». Secundo, la priorité du nouveau bureau du CNP Bénin est d'« imaginer et apporter la conversion du dialogue social en dialogue économique et social ». Tertio, sur les cinq prochaines années, le patronat entend « renforcer le rôle du secteur privé dans le développement économique et social du Bénin ». A en croire le Président Eustache Kotingan, il s'agira de contribuer à la présence du secteur privé à toutes les étapes des réformes, des textes législatifs et réglementaires en vue de maintenir l'amélioration



● Photo de famille des membres du Bureau Exécutif et de la MIC, Shadiya Assouman

de l'environnement des affaires au Bénin. « Un secteur privé peut, et doit jouer un rôle crucial pour renforcer la cohésion sociale et territoriale, créer de la croissance et de l'emploi ; et restaurer les liens de confiance », se convainc-t-il à cet effet. Quarto, le CNP-Bénin entend « apporter à la jeunesse toute l'attention et l'espace qu'elle mérite dans le monde des affaires ». Pour le nouveau patron de l'organisation patronale, les jeunes doivent devenir les tout premiers acteurs du changement. « J'œuvrerai pour trouver les moyens pour redonner à nos jeunes collègues la volonté de s'investir dans les affaires. Nous sommes prêts à l'instar des patronats de la sous-région, à faire fonctionner avec succès au Conseil national du Patronat du Bénin, un Fonds d'investissement, et d'aide aux entreprises des jeunes », a-t-il rassuré devant les personnalités composées des membres du gouvernement, du représentant de la Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPAO), et bien d'autres. Intervenant à l'occasion, le SG du FOPAO, Ousséine Diallo, a, au nom du Pré-

sident du FOPAO, réitéré la disponibilité de l'institution à accompagner le secteur privé. « Votre élection par vos membres est à n'en point douter non seulement une marque de confiance par vos membres, mais beaucoup plus, un avènement, celui du renouveau et de l'innovation dans la poursuite des ambitions du secteur privé du Bénin », fait-il savoir. C'est alors que va intervenir la ministre de l'industrie et du commerce, Shadiya Alimatou Assouman. Au nom du gouvernement, elle s'est empressée de féliciter le nouveau Président du patronat pour sa vision qui fait consensus parmi les Chefs d'entreprises. Saisissant l'occasion, elle n'a pas manqué d'adresser aux acteurs du privé présents, « le soutien indéfectible du gouvernement ». « L'atteinte de la grande majorité des objectifs du gouvernement passe par le développement du secteur privé... Nous sommes à vos côtés et votre succès est le nôtre », a-t-elle indiqué avant de souligner que le gouvernement continuera par mettre à leur disposition le cadre et les conditions nécessaires pour plus de compétitivité et davantage de création de richesses. Du reste, comptant plus de 500 adhérents, plus de 200 mille employés et une contribution de plus de 350 milliards FCFA aux recettes de l'Etat, le CNP-Bénin, pour la 1ère année de sa mandature, a comme projet : démarrer la construction de son siège, assister les membres par des formations, initier des conférences thématiques trimestrielles.



● Remise de tableau (cadeau) au Pdt Kotingan, par le Pdt de l'UNOC, Jean Daniel Ovaga

## Maroc

## La Banque centrale maintient le taux directeur inchangé à 1,50%

Réuni ce mardi 21 juin, le Conseil de Bank Al-Maghrib (BAM) a annoncé sa décision de maintenir l'orientation accommodante de la politique monétaire, et ce pour continuer de soutenir l'activité économique. Ainsi, a-t-elle fait savoir, l'instance a décidé de garder le taux directeur inchangé à 1,50%, tout en continuant de suivre de près l'évolution de la conjoncture nationale et internationale. Cette décision, prise en fonction de « la nature des pressions inflationnistes, essentiellement d'origine externe », et du « retour prévu de l'inflation à des niveaux modérés en 2023 », fait suite à une analyse de l'évolution de



### Avis à manifestations d'intérêt relatif au recrutement d'un Consultant pour élaborer le plan national de gestion des risques pharmaceutiques

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : IDA N°4230-B3

Référence : BJ-SWEDD-162846-CS-CQS du 09/06/2022

- Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au recrutement d'un consultant pour élaborer le plan national de gestion des risques pharmaceutiques.
- La mission du consultant consiste à réaliser la cartographie des risques afin de disposer d'un état des lieux global des vulnérabilités existant au sein de l'Agence Béninoise de la Régulation Pharmaceutique (ABRP) et d'y proposer à la fois les mesures de prévention et celles de mitigation ou de gestion. Pour ce faire, les tâches suivantes seront réalisées par le consultant :
  - L'identification des risques à cartographier :
    - effectuer une revue de base de risques éventuels existants dans le sous-secteur pharmaceutiques et au niveau de l'Agence ;
    - mettre à jour la base de risques existants en y intégrant les risques nouvellement identifiés.
  - L'évaluation et la hiérarchisation des risques :
    - évaluer, en collaboration avec l'équipe de l'Agence, les risques bruts et les risques résiduels ;
    - hiérarchiser les risques et proposer la cartographie des risques de l'Agence ;
    - assister l'équipe de l'Agence dans la définition d'un plan d'actions à mettre en œuvre pour la prévention et la gestion des risques et proposer les outils de pilotage de la cartographie des risques ;
    - rédiger un rapport détaillé provisoire et un rapport définitif validé après prise des amendements faits par l'Agence sur le rapport provisoire.
- La durée prévisionnelle de la mission est de **rente (30) jours ouvrés**.
- La Coordinatrice du Projet SWEDD-Bénin, représentant l'Autorité Contractante, par la présente sollicitation de manifestation d'intérêt, invite les

Tel: (229) 21 30 22 26 - E-mail: swedd.benin@gmail.com - Site web: www.swedd.bj

consultants (firmes) admissibles à présenter leur candidature pour fournir les services décrits ci-dessus.

- A ce titre, les cabinets intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (références concernant l'exécution de contrats similaires, registre de commerce, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel permanent (curriculum vitae détaillé et diplômes). Le cabinet devra fournir les preuves relatives à ses expériences (attestations de bonne fin d'exécution + extraits des contrats de marché, etc.)
- Le cabinet sera sélectionné par la méthode de « Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant » décrite au paragraphe 7.11 du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017, en août 2018 puis en novembre 2020. **A l'issue de l'évaluation des références, le consultant classé premier sera invité à soumettre des propositions technique et financière.**
- L'attention des cabinets intéressés est attirée sur les paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 de la Section III du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017 en août 2018 puis en novembre 2020, qui décrivent la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.
- Les cabinets peuvent s'associer avec d'autres cabinets sous forme de groupement de firmes ou d'un accord de sous-traitance en vue du renforcement de leurs qualifications. Dans le cas d'un Groupement, tous les partenaires du Groupement seront conjointement et solidairement responsables de la totalité du contrat.
- Le consultant devra un cabinet/Firme disposant des compétences avérées dans le domaine de l'évaluation des risques et de l'audit institutionnel et organisationnel. Il devra notamment disposer :
  - d'expérience avérée en matière d'évaluation et de gestion de risques, notamment d'une organisation ou institution ou structure internationale ;
  - de bonne connaissance du secteur de la santé béninoise notamment du sous-secteur pharmaceutique ;
  - d'expérience dans la mise en place d'un système de contrôle interne et de gestion des risques ;
  - d'expérience en évaluation ou audit dans le secteur de la santé serait un atout.
- Les manifestations d'intérêt rédigées en langue française en quatre (04) exemplaires (1 original et 3 copies), portant la mention « **Recrutement d'un consultant pour élaborer le plan national de gestion des risques pharmaceutiques** » doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous, le 24/06/2022 à 10 heures locales (heure de Cotonou) au plus tard.
- L'adresse à laquelle il est fait allusion est :

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers, maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

Les consultants peuvent avoir plus d'informations audit Secrétariat tous les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures 00 à 17 heures 30 minutes ou swedd.benin@gmail.com. Les termes de référence de la mission peuvent être consultés sur le site web : www.swedd.bj.

12. Les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt sont :

(i) **Qualifications générales du consultant (20 points)**

Expérience en matière de prestations intellectuelles d'ordre générale (4 expériences à raison de 5 points/expérience) ;

(ii) **Expériences du Consultant (70 points).**

- Expérience matière d'évaluation ou de gestion de risques, notamment d'une organisation ou institution ou structure internationale (3 expériences à raison de 10 points/expérience)
- Expérience du secteur de la santé béninoise notamment du sous-secteur pharmaceutique (2 expériences à raison de 7,5 points/expérience) ;
- Expérience dans la mise en place d'un système de contrôle interne et de gestion des risques (2 expériences à raison de 10 points/expérience) ;
- Expérience en évaluation ou audit dans le secteur de la santé (1 expérience pour 05 points).

(iii) **Organisation technique et managériale (10 points)**

Les cabinets doivent fournir une présentation claire de leur organisation managériale et matérielle (organigramme à l'appui) présentant au moins les postes/Services ci-après et animés par un personnel permanent à savoir :

- Direction Générale du cabinet ou équivalent (4 points) ;
- Direction en charge du suivi des études ou équivalent (3 points) ;
- Direction Financière et comptable ou équivalent (3 points).

La structuration de l'équipe dédiée doit faire ressortir l'interaction de chaque intervenant dans l'atteinte des objectifs de la mission.

**NB :** En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet ayant plus d'expérience en matière d'évaluation des risques sera privilégié.

Cotonou, le 09 Juin 2022



Tel: (229) 21 30 22 26 - E-mail: swedd.benin@gmail.com - Site web: www.swedd.bj



### AVIS À MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT RELATIF AU RECRUTEMENT DE CONSULTANT POUR LA CONCEPTION DE KITS DE PLAIDOYER, DES ÉLÉMENTS DE LANGAGE ET MODULES DE FORMATION SUR LES COMPORTEMENTS CLÉS À PROMOUVOIR

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : IDA N°4230-B3

Référence : BJ-SWEDD-281250-CS-CQS du 09/06/2022

- Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au recrutement d'un consultant pour la conception de kits de plaidoyer, des éléments de langage et modules de formation sur les comportements clés à promouvoir.
- La mission du consultant consiste à appuyer le développement et la production d'outils de communication éducatifs sur les compétences de vie courante afin d'améliorer les comportements clés de la transition démographique. De façon spécifique, cette mission permettra de :
  - Identifier les partenaires primaires, secondaires et tertiaires participants ;
  - Faire l'état des lieux des besoins en capacitation ;
  - Concevoir un kit de plaidoyer, des éléments de langage et modules de formation sur les comportements clés à promouvoir, adapté à chaque cible ;
  - Réaliser le graphisme de tous les documents ;
  - Former, sensibiliser et coacher les acteurs de la transition démographique ;
  - Conduire les séances de plaidoyer.
- La durée prévisionnelle de la mission est de soixante (60) jours calendaires.
- La Coordinatrice du Projet SWEDD-Bénin, représentant l'Autorité Contractante, par la présente sollicitation de manifestation d'intérêt, invite les consultants (firmes) admissibles à présenter leur candidature pour fournir les services décrits ci-dessus.

Tel: (229) 21 30 22 26 - E-mail: swedd.benin@gmail.com - Site web: www.swedd.bj

- A ce titre, les cabinets intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (références concernant l'exécution de contrats similaires, registre de commerce, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel permanent (curriculum vitae détaillé et diplômes). Le cabinet devra fournir les preuves relatives à ses expériences (attestations de bonne fin d'exécution + extraits des contrats de marché, etc.)
- Le cabinet sera sélectionné par la méthode de « Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant » décrite au paragraphe 7.11 du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017, en août 2018 puis en novembre 2020. **A l'issue de l'évaluation des références, le consultant classé premier sera invité à soumettre des propositions technique et financière.**
- L'attention des cabinets intéressés est attirée sur les paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 de la Section III du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017 en août 2018 puis en novembre 2020, qui décrivent la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.
- Les cabinets peuvent s'associer avec d'autres cabinets sous forme de groupement de firmes ou d'un accord de sous-traitance en vue du renforcement de leurs qualifications. Dans le cas d'un Groupement, tous les partenaires du Groupement seront conjointement et solidairement responsables de la totalité du contrat.
- Le consultant devra un cabinet/Firme de formation et de consultance en management avec au moins cinq (05) années d'existence ayant des connaissances avérées sur la thématique « autonomisation des femmes et dividende démographique » puis disposant d'une bonne expérience de travail dans le domaine économique.
- Les manifestations d'intérêt rédigées en langue française en quatre (04) exemplaires (1 original et 3 copies), portant la mention « **Recrutement d'un consultant pour la conception de kits de plaidoyer, des éléments de langage et modules de formation sur les comportements clés à promouvoir** » doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous, le 24/06/2022 à 10 heures locales (heure de Cotonou) au plus tard.
- L'adresse à laquelle il est fait allusion est :

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers, maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

Les consultants peuvent avoir plus d'informations audit Secrétariat tous les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures 00 à 17 heures 30 minutes ou swedd.benin@gmail.com. Les termes de référence de la mission peuvent être consultés sur le site web : www.swedd.bj.

- Les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt sont :



(i) **Qualifications générales du consultant (20 points)**

- Être un cabinet/Firme de formation et de consultance en management (10 points) ;
- Avoir au moins cinq (05) années d'existence (10 points).

(ii) **Expériences du Consultant (70 points).**

- Avoir de connaissances avérées sur la thématique « autonomisation des femmes et dividende démographique » : 40 points (4 expériences à raison de 10 points/expérience) ;
- Disposer d'une bonne expérience de travail dans le domaine économique (2 expériences à raison de 15/points/expérience).

(iii) **Organisation technique et managériale (10 points)**

Les cabinets doivent fournir une présentation claire de leur organisation managériale et matérielle (organigramme à l'appui) présentant au moins les postes/Services ci-après et animés par un personnel permanent à savoir :

- Direction Générale du cabinet ou équivalent (4 points) ;
- Direction en charge du suivi des études ou équivalent (3 points) ;
- Direction Financière et comptable ou équivalent (3 points).

La structuration de l'équipe dédiée doit faire ressortir l'interaction de chaque intervenant dans l'atteinte des objectifs de la mission.

**NB :** En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet ayant plus d'expérience sur la thématique « autonomisation des femmes et dividende démographique » sera privilégié.

Cotonou, le 09 Juin 2022



Tel: (229) 21 30 22 26 - E-mail: swedd.benin@gmail.com - Site web: www.swedd.bj

## Fraude fiscale

### Explosion du nombre de dossiers transmis à la justice en 2021

C'est trois fois plus qu'en 2020 ou en 2019. L'administration fiscale a indiqué mardi avoir transmis plus de 4.100 dossiers de fraude à la justice l'an dernier. L'augmentation est notamment due aux nombreuses plaintes déposées pour fraude au fonds de solidarité. Sur les 4.168 dossiers transmis à la justice l'an dernier – contre 1.489 en 2020 et 1.826 en 2019 – plus de 2.500 ont concerné des fraudes à ce dispositif de soutien aux entreprises mis en place pendant la crise sanitaire, selon le rapport d'activité de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) publié mardi.



sement de l'aide ont permis d'écarter environ 10 milliards d'euros de paiements indus, a estimé Jérôme Fournel. Le fonds de solidarité est la principale aide mise en place en faveur des entreprises durant la crise sanitaire, avec près de 36 milliards d'euros versés en 2020 et 2021.

dénonciations obligatoires sans avis de la Commission des infractions fiscales (CIF), qui ont atteint 1.217, contre 823 en 2020 et 965 en 2019.

#### Plus de 10 milliards d'euros récupérés

Dans une logique de vases communicants, les plaintes transmises après avis favorable de la CIF ont baissé à 286 (contre 823 en 2020 et 965 en 2019). Par ailleurs 45 dossiers ont été transmis à la « police fiscale », le service d'enquêtes judiciaires des finances (SEJF) créé également par la loi de 2018, soit quatre de plus qu'en 2020 et 2019. Au total, l'État a récupéré l'an dernier 10,7 milliards d'euros à la suite des contrôles fiscaux, presque autant qu'en 2019 où ils avaient atteint un record (11 milliards).

#### Un trou de 67 millions d'euros

L'administration fiscale ne transmet à la justice que les cas de fraudes les plus importants, et a « identifié plus de 4.000 dossiers à ce jour », qui pourraient faire l'objet d'une transmission, a indiqué le directeur général des finances publiques Jérôme Fournel en présentant ce bilan à la presse. Au total, l'administration a recouvré environ 67 millions d'euros indûment versés au titre du fonds de solidarité, et les contrôles instaurés en amont du ver-

#### Fraudes de plus de 100.000 euros

Hors fonds de solidarité, 1.626 dossiers de fraude fiscale ont été transmis à la justice par l'administration fiscale, soit 9 % de plus qu'en 2020 mais encore 10,9 % de moins qu'en 2019, avant la crise. L'assouplissement du « verrou de Bercy », instauré par la loi anti-fraude de 2018 et qui oblige le fisc à transmettre à la justice les faits de fraudes supérieures à 100.000 euros, a toutefois entraîné un bond des

## Economie

### Seulement 2,2% de croissance en 2022, rectifie la Banque de France

La Banque de France a abaissé mardi sa prévision pour la croissance française à 2,3 % en 2022, contre une fourchette comprise entre 2,8 % et 3,4 % publiée mi-mars, et relevé sa prévision d'inflation à 5,6 %, du fait des « chocs » qui frappent l'économie. « La croissance serait affectée par le niveau actuel de l'inflation qui pèse sur le pouvoir d'achat, et par la détérioration de la conjoncture économique internationale ainsi que par le contexte géopolitique très incertain qui dégrade la confiance de tous les agents économiques », estime la banque centrale française dans ses nouvelles projections économiques.

#### L'élan de plus en plus faible de l'année 2021

Les « chocs actuels » persisteraient l'an prochain dans une certaine mesure, entraînant un nouveau ralentissement de l'économie, avec une croissance de 1,2

%, avant que l'activité ne reprenne de manière plus vigoureuse en 2024, le produit intérieur brut (PIB) progressant de 1,7 %, prévoit encore la Banque de France. Mais la hausse du PIB de cette année « tient essentiellement à l'élan » apporté par la forte croissance de l'an dernier (7 %), précise-t-elle, alors que « les trimestres de l'année en cours contribueraient peu à la croissance », signe du coup de frein de l'économie, qui a même vu le PIB reculer de 0,2 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2021. Du côté de l'inflation, la Banque de France prévoit une accélération à 5,6 % en moyenne cette année de l'indice IPCH, qui sert de base de comparaison entre pays européens, avant de ralentir à 3,3 % en 2023 puis 1,9 % en 2024. « L'inflation sera plus élevée, plus large et (durera) plus longtemps », en se diffusant notamment aux services après s'être concentrée sur l'énergie et l'alimentation, résume la banque cen-

trale française.

#### La guerre en Ukraine coûterait 2 points de PIB

Au total, la guerre en Ukraine et ses conséquences engendreraient une perte de 2 points de PIB entre 2022 et 2024 en France, ainsi qu'une hausse de 3,5 points de l'inflation. La banque centrale française prévoit toutefois un scénario « défavorable », marqué par une poursuite du conflit en Ukraine l'an prochain avec son intensité actuelle et un durcissement des tensions sur les prix de l'énergie.

Dans ces conditions, la croissance ne serait plus que de 1,5 % cette année et le PIB reculerait même de 1,3 % en 2023, avec une récession « qui commencerait dès 2022, même si cela ne se refléterait pas dans le PIB » annuel. L'inflation atteindrait elle 6,1 % cette année, puis 7 % en 2023, avant de freiner brutalement à 0,7 % en 2024.

20 minutes

## Source d'emplois et de revenus

### YEYE créations fait de l'artisanat et du masque gabonais



Pascale Ayitebe Ivanga, promotrice de la marque YEYE créations, s'est lancée dans la mode artistique. Si le marché regorge d'accessoires aux couleurs de l'Afrique, l'entreprise elle, signe ses confections avec un masque, symbole des cultures traditionnelles gabonaises. Pascale Ayitebe Ivanga est une entrepreneure à Libreville, spécialisée dans la confection des accessoires de modes, ou d'objets

décoratifs. Son entreprise YEYE créations, qui se traduit par « l'élégance », valorise les histoires et traditions du pays à travers la production de ces articles artisanaux. Dans son atelier, on retrouve divers types d'accessoires, conçus par ses équipes de travail. Le projet dans lequel s'inscrit YEYE créations n'est pas en soit original dans l'univers de la mode en Afrique. Plusieurs entrepreneurs dans différents pays, confectionnent des accessoires à base de pagnes, de perles, ou d'objets traditionnels de leur pays. La particularité avec les confections de YEYE créations, est la valorisation du masque, qu'on retrouve dans l'ensemble de ses produits. Les masques occupent une place importante au sein de toutes les communautés du Gabon. Ils sont utilisés pour diverses catégories de cérémonie, et pour Pascale Ayitebe Ivanga, se lancer dans l'entrepreneuriat était l'occasion de valoriser cette culture et la mettre à la portée de l'ensemble du pays. « J'ai voulu partager la beauté des masques gabonais. Aussi, indépendamment de l'aspect spirituel qu'on connaît, j'ai compris qu'il fallait qu'on montre le masque dans un autre contexte, le regarder uniquement sous la forme esthétique, et pouvoir le porter, c'est pour moi une manière de s'approprier davantage ces masques. » explique-t-elle sur la page facebook de l'entreprise. En 2018, Pascale Ayitebe Ivanga a fait la Une des journaux locaux, pour la confection de son sapin de Noël, conçu à base de feuille de raphia, et d'objets de décoration locaux. Tous les outils utilisés pour la fabrication de ce sapin étaient des matériaux gabonais. Le sapin a été mis à la disposition de la population dans les supermarchés à un coût abordable plus compétitif que les sapins importés. L'entreprise est aussi spécialisée dans la création des papeteries pour la confection des cartes de vœux, des invitations de mariage ou différentes célébrations. YEYE créations est devenu au fil du temps une marque connue et appréciée de sa clientèle. Un impact notable de l'entreprise c'est qu'au-delà de valoriser des symboles culturels gabonais, sa promotrice a créé une chaîne de valeur économique qui profite à des dizaines d'artisans locaux. L'ensemble des productions de YEYE Créations utilisent des matériaux locaux, qui nécessitent une collecte et surtout une première transformation.

## Nigeria

### Des équipements supplémentaires pour sécuriser les voies navigables du pays

Après les sanctions de la part des instances internationales du transport maritime, le Nigeria s'est engagé dans la lutte contre la piraterie maritime. Avec le projet Deep Blue lancé en juin 2021, le pays entend sécuriser ses voies navigables et celles du Golfe de Guinée. L'Agence nigériane d'administration et de sécurité maritimes (NIMASA) a réceptionné des équipements supplémentaires pour renforcer la flotte de matériels dédiée à l'opération Deep Blue, un projet de sécurisation de son espace maritime. Le matériel est constitué de deux systèmes d'aéronef sans pilote, 9 patrouilleurs intercepteurs et 10 véhicules blindés.



Deep Blue considéré comme la réplique du Nigeria face au foisonnement des pirates dans ses eaux intérieures, a finalement pris une dimension régionale impliquant tout le large du Golfe de Guinée, avec un engagement de l'État fédéral de consacrer à ce projet environ 195 millions \$. Le Nigeria est en effet devenu la figure de proue de la répression des incidents maritimes dans le Golfe de Guinée en raison des défis sécuritaires du pays qui ont favorisé la recrudescence des actes de piraterie sur ce couloir maritime entre 2019 et 2020. Cette situation a poussé Bureau Maritime International à inscrire le Nigeria sur la liste rouge des États à haut risque de piraterie et plusieurs compagnies maritimes ont cessé d'emprunter les eaux au large des côtes nigérianes. Le pays a finalement été retiré de ladite liste en mars dernier. Pour Bashir Jamoh, directeur général de NIMASA, l'acquisition de ces nouveaux actifs aiderait le pays à tirer parti des gains déjà enregistrés dans la lutte contre la piraterie, le vol en mer, le vol de pétrole, les enlèvements, les activités de pêche illégales et autres.

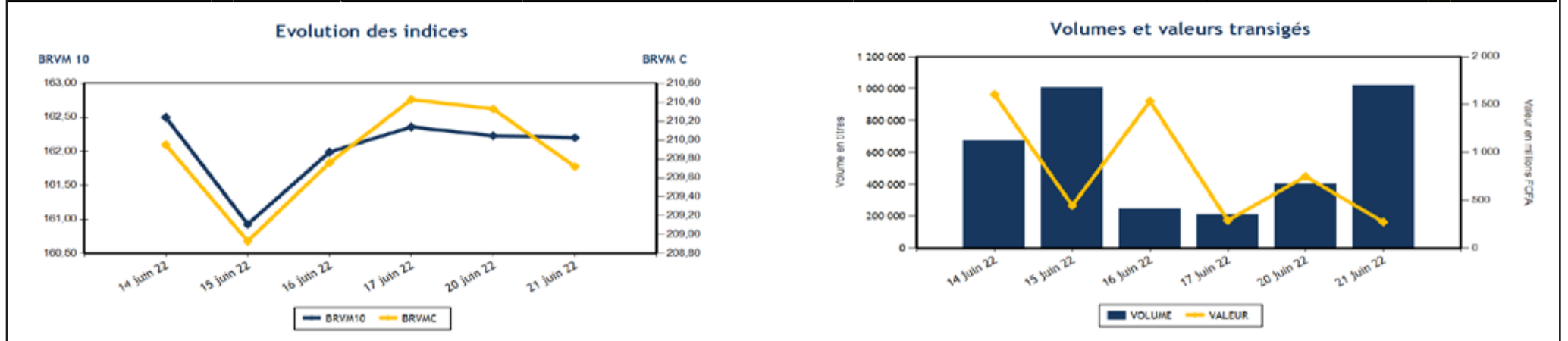
## Maroc

### La filière agrumes se dirige vers un record à l'exportation en 2021/2022

Sur la dernière décennie, le continent africain a renforcé sa place dans le commerce mondial des agrumes. Les principaux acteurs de cette dynamique ont été l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Maroc. Au Maroc, l'industrie des agrumes a le vent en poupe. Selon les données du ministère de l'Agriculture publiées le mercredi 15 juin, les exportations de fruits ont atteint 735 400 tonnes sur la période allant du 1er septembre 2021 au 13 juin dernier. Ce volume est en hausse de 42 % comparativement au résultat de l'année dernière à la même période. D'après les autorités, cette progression est tirée par toutes les catégories d'agrumes en dépit des conditions peu clémentes. Ainsi, les petits fruits (mandarines et citrons) ont vu leur stock grimper de 40 % d'une année sur l'autre en s'établissant à 628 600 tonnes alors que le segment des oranges a expédié 97 200 tonnes de fruits (+62 %). Si la prouesse à l'export s'inscrit dans un contexte mondial d'incertitudes, les observateurs estiment que la filière pourrait écouler d'ici la fin de la campagne en août prochain, un volume de près de 800 000 tonnes, ce qui marquerait un nouveau record.

Ecofin du 21 Juin 2022

<b>BRVM 10</b>	<b>162,20</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 117 <b>mardi 21 juin 2022</b> Site : www.brvm.org	<b>BRVM Composite</b>	<b>209,72</b>
Variation Jour	↓ -0,02 %		Variation Jour	↓ -0,29 %
Variation annuelle	↑ 5,66 %		Variation annuelle	↑ 3,68 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 312 965 345 012	-0,29 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 018 777	167,43 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	270 341 402	-46,38 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	9	50,00 %
Nombre de titres en baisse	14	0,00 %
Nombre de titres inchangés	18	-10,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 795	7,49 %	-30,16 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	900	5,88 %	-6,25 %
SICABLE CI (CABC)	1 150	4,55 %	13,30 %
SETAO CI (STAC)	1 520	3,40 %	108,22 %
NESTLE CI (NTLC)	7 100	1,43 %	54,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 741 025 843 856	-0,63 %
Volume échangé	436	-98,23 %
Valeur transigée (FCFA)	4 364 000	-98,23 %
Nombre de titres transigés	7	16,67 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	5	400,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 600	-5,14 %	-14,08 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 280	-4,48 %	-23,81 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 315	-4,01 %	-11,45 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	865	-3,89 %	-27,31 %
SMB CI (SMBC)	7 150	-2,65 %	3,62 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	116,83	0,01 %	6,10 %	8 564	51 680 765	27,88
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	470,46	0,33 %	4,81 %	11 645	111 827 285	9,55
BRVM - FINANCES	15	77,60	-0,70 %	0,61 %	988 529	64 657 232	7,36
BRVM - TRANSPORT	2	437,17	-0,27 %	-29,73 %	103	184 885	7,01
BRVM - AGRICULTURE	5	345,83	0,32 %	42,14 %	2 681	28 543 435	6,36
BRVM - DISTRIBUTION	7	374,03	-1,68 %	-8,20 %	7 249	13 438 620	30,19
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 875,50	3,40 %	108,22 %	6	9 180	18,25
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,35	
Taux de rendement moyen du marché	6,08	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,74	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 280 126,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 588 346 236,62	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	13,77	
Ratio moyen de satisfaction	34,82	
Ratio moyen de tendance	252,85	
Ratio moyen de couverture	39,55	
Taux de rotation moyen du marché	0,10	
Prime de risque du marché	6,07	
Nombre de SGI participantes	24	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - Le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire  
Avenue de l'Indépendance - Cocody - Cotonou  
Tél : (229) 21 31 21 28  
Fax : (229) 21 31 21 28

  
BRVM Bénin  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin  
Boulevard de l'Indépendance - Cotonou  
Tél : (229) 21 31 21 28  
Fax : (229) 21 31 21 28

  
CÔTE D'IVOIRE  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
Palais de la Justice - Abidjan  
Tél : (229) 21 31 21 28  
Fax : (229) 21 31 21 28

  
Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Services de Côte d'Ivoire  
Avenue des Nations Unies - Abidjan  
Tél : (229) 21 31 21 28  
Fax : (229) 21 31 21 28

  
BRVM  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture  
B.P. 11366 - Abidjan  
Tél : (229) 21 31 21 28  
Fax : (229) 21 31 21 28

  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture  
de l'Etat - Pointe-à-Pître - Abidjan  
B.P. 11366 - Abidjan  
Tél : (229) 21 31 21 28  
Fax : (229) 21 31 21 28

  
BENIN  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture  
B.P. 11366 - Abidjan  
Tél : (229) 21 31 21 28  
Fax : (229) 21 31 21 28

  
BRVM  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture  
B.P. 11366 - Abidjan  
Tél : (229) 21 31 21 28  
Fax : (229) 21 31 21 28

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@agi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316065

AFRICABOURSE  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

BIIC Financial Services  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgibfs@biic-financialservices.com



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA MICROFINANCE  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL

**Avis à manifestations d'intérêt relatif au recrutement d'un Consultant pour l'élaboration des documents juridiques de facilitation de la vulgarisation et de sensibilisation du cadre légal et institutionnel de protection des droits des femmes et des filles au Bénin.**

**Pays :** République du Bénin

**Nom du Projet :** Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

**Numéro du Don :** IDA N°4230-BJ

**Référence :** BJ-SWEDD-290647-CS-CQS du 09/06/2022

- Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au recrutement d'un consultant pour l'élaboration des documents juridiques de facilitation de la vulgarisation et de sensibilisation du cadre légal et institutionnel de protection des droits des femmes et des filles au Bénin.
- La mission du consultant consiste à élaborer un catalogue annuel de la jurisprudence béninoise, un recueil de textes juridiques et un manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin. De façon spécifique, il s'agit de :
  - élaborer le catalogue annuel de la jurisprudence béninoise relative à la protection des droits des filles/femmes, notamment les VBG, les violences domestiques, les viols sur mineur ;
  - produire le recueil de textes (conventions internationales, lois, décrets) existants au Bénin sur les droits des filles/femmes ;
  - élaborer le manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin ;
  - présenter les projets de catalogue annuel, de recueil de textes et du manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin et à l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin ;
  - appuyer l'organisation d'un atelier de validation par tous les acteurs de protection des droits des filles et des femmes, les chefs traditionnels et religieux, les acteurs de la société civile, l'équipe juridique et l'UGP ainsi que les ministères sectoriels, des projets de catalogue annuel, du recueil de textes et du manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin ;
  - prendre en compte les observations et recommandations issues de l'atelier de validation ;
  - rédiger le rapport final succinct présentant les résultats de la consultation incluant les trois documents produits en annexe.
- La durée prévisionnelle de la mission est de **cent soixante-cinq (165) jours ouvrables**.
- La Coordinatrice du Projet SWEDD-Bénin, représentant l'Autorité Contractante, par la présente sollicitation de manifestation d'intérêt, invite les consultants (firmes) admissibles à présenter leur candidature pour fournir les services décrits ci-dessus.
- A ce titre, les cabinets intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (références concernant l'exécution de contrats similaires, registre de commerce, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel permanent (curriculum vitae détaillé et diplômes). Le cabinet devra fournir les preuves relatives à ses expériences (attestations de bonne fin d'exécution + extraits des contrats de marché, etc.)

- Le cabinet sera sélectionné par la méthode de « Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant » décrite au paragraphe 7.11 du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017, en août 2018 puis en novembre 2020. **A l'issue de l'évaluation des références, le consultant classé premier sera invité à soumettre des propositions technique et financière.**
- L'attention des cabinets intéressés est attirée sur les paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 de la Section III du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017 en août 2018 puis en novembre 2020, qui décrivent la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.
- Les cabinets peuvent s'associer avec d'autres cabinets sous forme de groupement de firmes ou d'un accord de sous-traitance en vue du renforcement de leurs qualifications. Dans le cas d'un Groupement, tous les partenaires du Groupement seront conjointement et solidairement responsables de la totalité du contrat.
- Le consultant devra être un cabinet/Firme ayant au moins (05) années d'expérience professionnelle et disposant des compétences avérées dans la pratique du droit dans le secteur public et/ou privé ou dans la recherche en droit de la famille. Il devra avoir d'expérience en élaboration d'ouvrages juridiques.
- Les manifestations d'intérêt rédigées en langue française en quatre (04) exemplaires (1 original et 3 copies), portant la mention « **Recrutement d'un consultant pour l'élaboration des documents juridiques** » doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous, le 24/06/2022 à 10 heures locales (heure de Cotonou) au plus tard.
- L'adresse à laquelle il est fait allusion est :

**Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers, maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.**

Les consultants peuvent avoir plus d'informations audit Secrétariat tous les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures 00 à 17 heures 30 minutes ou swedd.benin@gmail.com. Les termes de référence de la mission peuvent être consultés sur le site web : www.swedd.bj.

- Les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt sont :
  - Qualifications générales du consultant (30 points)**
    - Expérience en matière de prestations intellectuelles d'ordre générale (4 expériences à raison de 5 points/expérience) ;
    - Au moins cinq années d'expériences professionnelles (10 points).
  - Expériences du Consultant (60 points).**
    - Expérience dans la pratique du droit dans le secteur public et/ou privé ou dans la recherche en droit de la famille (4 expériences à raison de 10 points/expérience) ;
    - Expérience en élaboration d'ouvrages juridiques. (2 expériences à raison de 10 points/expérience).
  - Organisation technique et managériale (10 points)**

Les cabinets doivent fournir une présentation claire de leur organisation managériale et matérielle (organigramme à l'appui) présentant au moins les postes/Services ci-après et animés par un personnel permanent à savoir :

- Direction Générale du cabinet ou équivalent (4 points) ;
- Direction en charge du suivi des études ou équivalent (3 points) ;
- Direction Financière et comptable ou équivalent (3 points).

La structuration de l'équipe dédiée doit faire ressortir l'interaction de chaque intervenant dans l'atteinte des objectifs de la mission.

**NB :** En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet ayant plus d'expérience en matière d'évaluation des risques sera privilégié.

Cotonou, le 09 JUIN 2022

  
**Djaoudath ALIDOU DRAMANE**  
Coordinatrice SWEDD-Bénin





MINISTÈRE  
DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA MICROFINANCE  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL

## Avis d'Appel d'Offres National

**Pays :** République du Bénin

**Nom du Projet :** Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

**No du Don :** IDA N°4230-BJ

**Nom du Marché :** Conception et production de supports multimédias audiovisuels (des bandes dessinées et dessins animés, sketches, spots, capsules thématiques et films thématiques en français et traduits en 18 langues locales), événementiels et contenus web.

**AO N°BJ-SWEDD-280592-NC-RFB du** 09/06/2022

**Emis le :** 09/06/2022

1. Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin), et à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à la **conception et la production de supports multimédias audiovisuels (des bandes dessinées et dessins animés, sketches, spots, capsules thématiques et films thématiques en français et traduits en 18 langues locales), événementiels et contenus web.**
2. Le Projet SWEDD-Bénin sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour **concevoir et produire des supports multimédias audiovisuels (des bandes dessinées et dessins animés, sketches, spots, capsules thématiques et films thématiques en français et traduits en 18 langues locales), événementiels et contenus web.** Le marché est en lot unique et indivisible.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de juillet 2016 mis à jour en novembre 2017, révisé en Août 2018 et en novembre 2020 de la Banque Mondiale », et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.
4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'**Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin ; Attention : Coordonnatrice du Projet**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse N° 1 ci-dessous, tous les jours

ouvrables de 8 h 00 mn à 12 h 30 mn et de 14 h 00 mn à 17 h 30 mn (heure locale).

5. Le Dossier d'Appel d'offres en français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de **cinquante mille (50.000) franc CFA**. La méthode de paiement sera en espèces ou par chèque certifié. Le dossier d'appel d'offres sera obtenu à l'adresse N°1 mentionnée ci-dessous sur présentation du reçu de paiement des frais d'achat ou acheminé par courrier express moyennant paiement des frais d'expédition.
6. Les offres (**une originale et trois copies**) devront être remises à l'adresse N°1 ci-dessous, au plus tard le **12/07/2022 à 10 heures 00 minute** (heure locale). La soumission sur voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera rejetée. Les offres seront ouvertes le **12/07/2022** en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse N°2 mentionnée ci-dessous à **10 heures 30 minutes** (heure locale).
7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre pour un montant de : **Deux millions quatre cent cinquante-neuf mille cinq cents (2.459.500) francs C FA.**
8. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

### Adresse N°1

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217, Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

### Adresse N°2

Salle de conférence au rez-de-chausé de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217.

9. Le délai d'exécution du marché est de **douze (12) mois.**

Cotonou, le **09 JUIN 2022**



Tél: (229) 21 30 22 26 - E-mail: swedd.benin@gmail.com - Site web: www.swedd.bj

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

**Taureau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Gémeaux** Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

**Cancer** Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

**Lion** Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

**Vierge** Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

**Balance** Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

**Scorpion** Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

**Sagittaire** Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

### Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

### Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

### Verseau

Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

### Poissons

Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publilius Syrus).

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI  
Félicienne HOUËSSOU  
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU  
Hubert DOSSOU  
Falco Vignon

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU  
(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto  
(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)  
Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France  
de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO  
(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)

## Zones côtières

## Table ronde de l'UE à Lomé entre acteurs culturels du Bénin, Ghana et Togo

Le jeudi 16 juin 2022, une table ronde de l'Union Européenne (UE) a été organisée à l'hôtel ONOMO de Lomé pour les acteurs culturels des trois pays que sont le Bénin, le Ghana et le Togo. Cette activité est soutenue et coordonnée par la Cultural Relations Platform (CRP) et financé par l'UE.

cultural  
relations  
PLATFORM



An initiative  
funded by the  
European Union

## Communiqué de presse

Table ronde du 16 Juin à Lomé entre acteurs culturels  
du Bénin, Ghana and Togo



Une initiative de l'Union européenne (UE) au Bénin, Ghana et Togo, soutenue et coordonnée par la Cultural Relations Platform (CRP) et financé par l'UE.

Le 16 juin, une table ronde a été organisée à l'hôtel ONOMO de Lomé pour les acteurs culturels des trois pays.

La table ronde s'inscrit dans le cadre d'une étude visant l'identification des pratiques culturelles locales communes aux zones côtières du Bénin, du Ghana et du Togo. L'objectif de cette étude est de promouvoir et d'intensifier la coopération culturelle régionale, ainsi que les partenariats, la coopération et les relations culturelles entre les trois pays et l'Union européenne. L'étude comprend une cartographie des principaux acteurs culturels dans les régions côtières de chaque pays dont 36 étaient présents lors de la table ronde du 16 juin. L'objectif principal de la journée était la mise en réseau de ces acteurs et la collecte des points de vue de chacun d'entre eux pour enrichir le rapport final de l'étude. Les experts, William Codjo (Bénin), Nicolas-Etienne Sohounkplon N'Gani (Togo) et Cedric-Christian Ngnoussi Elongué (Ghana), ont trouvé l'événement très positif en raison de l'implication et de l'engagement de chaque participant. Plusieurs participants ont exprimé que l'événement a posé les bases d'une collaboration entre les acteurs des trois pays, grâce aux groupes de travail par sous-secteur, qui ont réuni les participants de manière plus ciblée sur les défis et les opportunités par filière. Des représentants des Délégations de l'UE et des Ministères de la Culture du Bénin, Ghana et Togo étaient également présents lors de cette journée en tant qu'observateurs, ainsi que des membres de l'Institut Français et du Goethe-Institut du Togo. Pour la suite de l'étude, les experts vont prendre en compte les principales recommandations de la table ronde et collecter des données complémentaires. Le rapport final de l'étude sera envoyé à tous les contributeurs présents à la table ronde de Lomé.

## Installation du nouveau bureau du patronat du Bénin

## Le Pdt CCI- Bénin, Arnauld Akakpo, l'invité de marque

La cérémonie officielle d'installation des nouveaux membres du bureau du patronat a eu lieu ce mardi 21 juin 2022 au Palais des Congrès de Cotonou. Le président de la CCI BÉNIN, Arnauld AKAKPO et les membres du bureau de l'institution consulaire étaient présents à cette occasion.



Eustache KOTINGAN de la Société SIGIB S.A et les sept autres chefs d'entreprises qui composent le Bureau Exécutif du Conseil National du Patronat du Bénin (CNP-Bénin), ont, solennellement et devant leurs pairs de la sous-région, entamé un nouveau quinquennat, avec pour objectif majeur d'améliorer la visibilité et la contribution du secteur privé au développement économique et social du Bénin. Un événement auquel ont pris part le président de la CCI BÉNIN, Arnauld AKAKPO et les membres du bureau de l'institution consulaire. Une présence remarquable pour

réaffirmer la complémentarité entre la faïtière des entreprises et les organisations professionnelles, pour encourager l'initiative privée, l'esprit d'entreprise, et favoriser le développement de l'activité et de l'attractivité économique du Bénin en général et dans chaque région économique de notre pays. « C'est un défi pour l'ensemble du secteur

privé béninois de juguler les nombreuses crises que traverse le monde, par la consolidation d'une nouvelle économie du Bénin, une économie qui est celle de la transformation de nos matières premières » ; une recommandation du Président de la CCI BÉNIN et à laquelle la communauté des Affaires au Bénin ne manquera pas de souscrire.

## Festival Reggae

## Benin Reggae Embassy en concert live du 23 au 25 à Fidjrossé

Musique à flexibilité presque illimitée, le Reggae sera à l'honneur du 23 au 25 à Fidjrossé avec un public divers que varié. Initiative de « Benin Reggae Embassy », le concert live annoncé pour se tenir à Fidjrossé Houénoussou, « Brussels Cafés », avec les meilleurs musiciens de la musique reggae connaîtra quelques concours. Il s'agit pour le compte des 23 et 24, du « Concours du meilleur interprète de Bob Marley et de Lucky Dube ». Pour le compte du samedi 25 juin, le live Reggae concert inclura le « concours du meilleur interprète de Bob Marley (Get up stand up) et de Lucky Dube (Remember me). A noter que le prix d'entrée des 23-24 est de 2000 FCFA et celui du 25 juin, 5000 F CFA.

**BENIN INTERNATIONAL REGGAE FESTIVAL**  
23-25 juin 2022

Concerts Live & DJ's Sets

ENTRÉE  
Jeu & Ven 2.000 F CFA  
Sam 5.000 FCFA

TESORI ITALIANI  
VINI ED EMOZIONI ITALIANE  
TREVISO ROBERTA

BRUSSELS CAFES

Info Line: Benin Reggae Embassy - +229 95 72 21 95 / 97 23 58 45  
beninreggaeembassy@gmail.com  
Brussels Cafés - Fidjrossé (face SBEE entre Sunset & Lieu unique)  
Tel: 57 08 44 84 - 98 06 06 06  
WWW.BRUSSELSCAFES.COM

## Première session extraordinaire du conseil communal de Djougou

### Le suppléant du feu Alassane Zoumarou officiellement installé

Les membres du conseil communal de Djougou se sont réunis en session extraordinaire, la première de l'année en cours, ce mardi 21 juin 2022 à la salle des délibérations de l'hôtel de ville.

Au menu des discussions, six (06) points inscrits à l'ordre du jour à savoir la validation du compte rendu de la première session ordinaire de l'année 2022 ; l'autorisation pour l'évaluation et l'élaboration du Pdc3 de la commune et la mise en place d'un comité de pilotage pouvant conduire l'évaluation du Pdc3 et l'élaboration du Pdc4. Les respectables conseillers communaux de Djougou ont également débattu de l'autorisation d'affectation d'un domaine pour la construction d'un nouveau bloc administratif du centre de promotion sociale ; l'autorisation pour la mise en place d'un cadre de concertation des acteurs de la mobilisation des ressources propres et la signature de la convention de partenariat pour l'opérationnalisation des unités locales de promotion de l'emploi.

A l'ouverture des travaux, le Maire Abdoul Malik Séibou en remerciant les conseillers pour leur présence, a présenté le rempla-



çant du feu Zoumarou Alassane décédé il y a quelques mois. Il s'agit du respectable Théophile Bassaou qui va siéger en tant qu' élu de l'arrondissement de Onklou. Au terme des travaux, la secrétaire exécutive au cours d'un point de presse, s'est dite satisfaite de sa première session en qualité de secrétaire de séance conformément aux nouveaux textes de la décentralisation en vigueur. Pour, Vidémè Zinsi Cornélie, le leadership du Maire Abdoul Malik Séibou surtout en ce qui concerne la conduite des travaux et la qualité des débats des élus ont permis d'étudier minutieusement

les points inscrits à l'ordre du jour. Cela prouve que les élus communaux de Djougou ont à cœur le développement de leur commune, a-t-elle précisé. La secrétaire exécutive de la commune de Djougou a saisi l'occasion pour exhorter les populations à accompagner leurs élus dans la réalisation des tâches de développement en payant leurs différents taxes et impôts en vue de doter la commune de ressources financières propres pour la réalisation des infrastructures socio-communautaires.

**Emmanuel Akakpo**  
(Br Atacora-Donga)

## Protection des enfants et adolescents dans l'Atacora

### Les journalistes de l'Atacora à l'école des droits sexuels et de la reproduction des adolescents et jeunes

Les journalistes des radios communautaires et autres acteurs de la chaîne de protection des enfants de l'Atacora, à la faveur d'un atelier de formation initié à Tanguiéta par la Préfecture de Natitingou avec l'appui technique et financier de Plan International Bénin, renforcent leurs capacités, sur les droits sexuels et de la reproduction des adolescents et jeunes.

L'atelier a pour objectif d'outiller les acteurs des médias sur les différents aspects de la santé sexuelle et reproductive, pour une meilleure information, sensibilisation et éducation des communautés à la base sur la thématique.

« Il s'agit également d'amener les journalistes à s'engager à promouvoir un environnement favorable à une bonne santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes et surtout de contribuer à l'élimination

des barrières culturelles et les tabous entourant la sexualité et qui empêchent souvent les gens de s'informer sur la santé et les soins en matière de la santé sexuelle et reproductive », a insisté, le point focal Préfecture de la campagne zéro grossesse en milieu scolaire et d'apprentissage (ZéGro-MiSA), Serge Kassifa.

Pour l'atteinte de cet idéal, plusieurs communications ont été présentées à l'atelier dont celles relatives à la contraception chez les jeunes, la santé de la reproduction et à la loi portant dispositions spéciales de répression des infractions commises à raison du sexe des personnes et de protection de la femme en République du Bénin.

Le représentant du directeur départemental de la Santé, a martelé la place de choix qu'occupe la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes dans les défis sanitaires. Salia Hami-

dou Imorou s'est particulièrement réjoui de l'initiative et a nourri la conviction d'un engagement certain des acteurs des médias.

En procédant à l'ouverture de l'atelier, le Secrétaire Général du Département de l'Atacora, a rappelé l'engagement du Préfet en faveur de la protection et de la promotion des droits sexuels et de la reproduction des adolescents et jeunes. « Dans nos communautés, il n'est pas rare d'entendre les gens dire "je l'ai appris à la radio", parce que simplement les informations diffusées à la radio restent et demeurent la parole d'évangile, cet atelier vous permettra ainsi d'incarner en plus cette confiance, notamment sur la présente thématique. Je vous exhorte à l'assiduité pour une meilleure internalisation », a convié Abdoulaye Affo.

**Emmanuel Akakpo**  
(Br Atacora-Donga)

## Mobilité urbaine

### Dégradation des routes à Parakou un calvaire pour les usagers

Les routes de la ville de Parakou sont dans un état piteux et désastreux. Plusieurs axes au centre-ville créent le plus souvent des problèmes mécaniques mais aussi de santé à cause d'une dégradation très avancée. Ce phénomène constaté le plus souvent en saison des pluies, constitue un vaste chantier resté ignoré des autorités de la ville. Une situation frustrante pour les usagers qui n'en peuvent plus et réclament des actions de leur part.

La situation devient très inquiétante années après années. Les routes représentent un véritable calvaire dans la troisième ville à statut particulier, pour tout usager voulant y circuler. Que ce soit les voies principales et secondaires, leur état laisse à désirer. En témoignent certains axes très fréquentés qui causent des dommages majeurs tels que des accidents. Des nids de poules y font la loi et empêchent les populations d'avoir une conduite normale. « On en peut plus, franchement ! La plupart des voies ne sont pas du tout praticables. La moto que je conduis n'a même pas encore fait un an avec moi et elle vieillit déjà à cause de ces trous sur la voie (...) Les clients aussi se plaignent lorsqu'on les prend et cela n'est pas bon pour leur santé. Je ne sais pas pourquoi une ville comme Parakou peut avoir des routes aussi mauvaises », s'est plaint Patrick, conducteur de taxi-moto et visiblement très remonté contre les autorités.

Le transport des biens est également touché, vue cette impraticabilité prononcée. Les commerçants peinent



à recevoir ou livrer leurs marchandises à bord des véhicules. « Je gère la vente de sacs de sucre, de blé et pleins de produits alimentaires. Plusieurs fois, ceux qui livrent mes produits aux clients ont été victimes d'accidents de la route à cause du mauvais état des voies. Ils transportent de lourdes charges, et à force d'éviter les trous, ils finissent souvent par renverser la marchandise par mégarde. Heureusement personne n'est mort mais il ne faudrait pas attendre que cela arrive avant de penser à réparer les routes », a affirmé dame Barikissou, une commerçante. Notons que plusieurs axes importants de la ville sont évoqués par la majorité et doivent requérir l'atten-

tion des autorités. Il s'agit notamment de l'axe entre la place Tabéra et la place Bio Guerra, la route quittant le rond-point Papini en passant par le stade omnisports de Parakou et bien d'autres, pour ne citer que celles-là. Les routes rasées par la mairie en saison sèche se dégradent également sous le coup des fortes pluies, empêchant ainsi une circulation fluide dans chaque ruelle. Les chefs d'arrondissements et le maire sont donc interpellés par la population. Cette dernière, visiblement impuissante face à la situation, demande des actions sans plus tarder afin d'éviter le pire sur les routes.

**Mouhamed Bouhari Saïdou**  
(correspondant Borgou-Alibori)

## Campagne « One man one tree »

### Reini B. s'investit dans la protection de l'environnement

La promotion du couvert végétal préoccupe également l'artiste chanteuse bénino-nigériane Reini B. Pour le compte de ce mois de juin, l'artiste fait le tour de plusieurs écoles dans le département de l'Atlantique où elle offre des plants et promet demeurer à leur côté pour le suivi.

● Bidossessi WANOU

Elle n'a pas à cœur que l'art. La protection de l'environnement la préoccupe et elle ne cesse de le démontrer. En ce mois de juin dédié à l'environnement via la plantation des arbres, Reini B., jeune artiste chanteuse d'origine bénino-nigériane, Reine Badejoko à l'Etat-Civil a initié une campagne dénommée « One man one tree », entendez « un homme, un arbre ». En clair, Reini B. se fait adepte de la promotion du couvert végétal. Avec ce projet, l'artiste fait le tour de plusieurs établissements scolaires du département de l'Atlantique et surtout Abomey-Calavi. Durant sa tournée, l'artiste a insisté sur la nécessité de



● Remise symbolique d'un plant

protéger l'environnement et la reforestation est l'acte important pour y aboutir. « En offrant ces plants, c'est ma manière à moi de vous appuyer dans la protection de l'environnement ». Dans un contexte où le monde entier est préoccupé par les défis du climat via différentes Conférences des parties (COP), il importe que chaque acteur au niveau local veille à jouer

son rôle. Au total, 5000 plants sont ainsi prévus et sont en train d'être mis à la disposition des établissements d'enseignement. A chaque étape, la donatrice initie les enfants à comment planter un arbre avant de les exhorter à être des relais auprès des parents aussi pour ce qui est de la protection de l'environnement ainsi que du reboisement. La campagne est suivie séances de sensibilisation et autres actions concrètes sur le terrain. A chaque étape, les responsables des établissements parcourus ont salué cette initiative de Reini B. et ont promis accompagner les apprenants à prendre soin des plants mis en terre. La donatrice a promis passer incessamment voir l'évolution des plants.

# VOUS LANCEZ UNE PROMO, UNE **CAMPAGNE** OU DES SOLDES ?

Profitez de Notre nouveau service de communication numérique pour une visibilité accrue de vos activités.

**L'Économiste du Bénin** utilise l'application ZOOM comme SaaS (Software as a Service) et met à votre disposition un outil pratique et dynamique pour être mieux en contact avec les clients ET vendre.

Cliquez sur le lien ci-dessous pour en savoir plus ; vous êtes immédiatement en contact audio-vidéo avec l'Économiste.

<https://bit.ly/JeRecherche>

- Programmation quotidienne sur notre plateforme audio-vidéo. Liens dans le journal et sur le site web.
- En direct et en interactif sur la plateforme audio-vidéo "de CHEZ VOUS".
- Publications sur des réseaux sociaux (twitter, youtube, facebook) ; et intégration d'un SEO (Search Engine Optimization) inédit et efficace.

Vous pouvez également nous joindre par les canaux habituels.

 (229) 60917800 / 95429626

 [leconomistebenin1@gmail.com](mailto:leconomistebenin1@gmail.com)